



**PRÉFET
DE TARN-ET-GARONNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Occitanie**

Unité inter-départementale Tarn-et-Garonne-Lot
2 quai de Verdun
82000 Montauban

Montauban, le 17/03/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/12/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

P.P.M.P.P.

7 rue de l'Amiral d'Estaing
75016 Paris

Références : JR/S 2025-0079
Code AIOT : 0006802447

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/12/2024 dans l'établissement P.P.M.P.P. implanté ZAC de Saint Jean Route de Canals 82170 Grisolles. L'inspection a été annoncée le 03/12/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite est réalisée dans le cadre d'une action nationale qui s'inscrit dans la suite de l'accident survenu en 2019 à Rouen.

À la suite de cet accident, le ministère en charge de l'environnement a établi un plan d'action dit "post-Rouen". Dans le cadre de la mise en œuvre de celui-ci, un ensemble d'évolutions réglementaires ont été menées en 2020 et 2021. Celles-ci portent, entre autres, sur la modification de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 (arrêté transversal en matière de prévention des risques accidentels), et notamment la refonte de la section 4 qui concernent les dispositions relatives à la limitation des conséquences des pertes de confinement.

L'action nationale a pour objectif de vérifier la mise en œuvre des prescriptions relatives :

- aux rétentions associées aux stockages de liquides susceptibles de créer une pollution des eaux ou

des sols ;
- au confinement des eaux d'extinction incendie ;
au sein des installations classées soumises à autorisation.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- P.P.M.P.P.
- ZAC de Saint Jean Route de Canals 82170 Grisolles
- Code AIOT : 0006802447
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

La Société PROUDREED est titulaire de l'autorisation d'exploiter un entrepôt de stockage de produits phytosanitaires, de produits toxiques et de liquides inflammables sur la ZI Saint-Jean à Grisolles.

L'entrepôt, d'une surface de stockage d'environ 5 200 m² (49 500 m³), est constitué de 12 cellules de stockage. Il a une capacité totale de 4 605 tonnes de produits (6 579 palettes).

Le site est actuellement loué à la société Gamm Vert qui y exerce une activité de stockage.

Cet établissement est autorisé à fonctionner par l'arrêté préfectoral du 18 octobre 1991 modifié, sous le régime de l'Autorisation, avec statut Seveso Seuil Haut.

Contexte de l'inspection :

- Inspection généraliste produits chimiques

Thèmes de l'inspection :

- AN24 Rétention
- Équipement sous pression
- REACH

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;

- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Disponibilité et étanchéité des rétentions	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
4	Bassin de confinement des eaux incendie	AP Complémentaire du 09/05/2014, article 6.6.7	Demande d'action corrective	3 mois
5	Fourniture FDS	Règlement européen du 18/12/2006, article 31.1.a)	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
6	Accès, voies et aires de circulation	AP Complémentaire du 09/05/2014, article 6.3.1b	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
7	Surveillance de la direction du	Arrêté Préfectoral du 09/05/2014, article 6.5.9	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	vent			
8	Contrôle des installations électriques	AP Complémentaire du 09/05/2014, article 6.3.4.c	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
10	Protection contre les effets de la foudre	AP Complémentaire du 09/05/2014, article 6.3.5	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
11	Vérification périodique des portes coupe-feu	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 22	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
12	Vérification périodique des extincteurs	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 22	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
13	Vérification périodique des robinets d'incendie armés	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 22	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
14	Local de charge	Arrêté Préfectoral du 09/05/2014, article 6.3.3	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Etat des matières stockées	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Sans objet
2	Dimensionnement des rétentions	AP Complémentaire du 09/05/2014, article 6.6.4	Sans objet
9	Vérification périodique des exutoires de désenfumage	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 22	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La nature des marchandises stockées au sein de l'entrepôt se limite à des produits combustibles, en

quantité très inférieure aux autorisations dont dispose l'établissement. Aucune matière dangereuse n'est présente sur le site.

Néanmoins, l'exploitant doit réaliser des travaux afin de garantir l'étanchéité du confinement des liquides à l'intérieur des cellules, et créer un deuxième accès pour les services de secours. Ces deux non-conformités amènent l'inspection à proposer un projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure.

L'exploitant doit en outre attester des suites données aux observations relevées lors des contrôles périodiques concernant le système de désenfumage, de protection contre la foudre, les installations électriques, les portes coupe-feu, les extincteurs et RIA. Une alarme doit être installée au niveau du local de charge, et la manche à air doit être changée et éclairée.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Etat des matières stockées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
Thème(s) : Actions nationales 2024, Etat des matières stockées
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.
Constats : A la demande de l'inspection, l'exploitant a présenté l'état des stocks des matières stockées à la date de l'inspection. Cet état des stock est généré en temps réel et est accessible depuis internet. Pour chaque produit est mentionné un libellé clair, l'emplacement au sein de la cellule de stockage, et la rubrique ICPE associée. Cet état des stock s'est avéré erroné. Plus de 3000 tonnes de produits inventoriés n'étaient finalement pas présentes dans l'entrepôt. L'exploitant indique qu'un nouveau logiciel a été installé le mois précédent et qu'il est toujours en cours de déploiement. Il explique que l'extraction de l'état des stock transmise a intégré par erreur les marchandises d'un autre dépôt. Postérieurement à la visite, une nouvelle version corrigée de l'état des stock à la date de l'inspection a été transmise à l'inspection. Il n'a pas été possible de vérifier par sondage l'exactitude du document, qui semble néanmoins correspondre aux constats relevés lors de la visite des cellules. L'inspection constate que la nature et la quantité des produits stockés sont très en deçà des

autorisations accordées au site. Ne sont présentes au sein de l'entrepôt qu'un peu plus de 710 tonnes de matières combustibles, classées sous la seule rubrique 1510.
Ce stock de matière combustible est constitué de mobilier de jardin, d'équipement de motoculture, dont environ 30 tonnes de batteries, et de petite épicerie (produits du terroir).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Dimensionnement des rétentions

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 09/05/2014, article 6.6.4

Thème(s) : Actions nationales 2024, Dimensionnement des rétentions

Prescription contrôlée :

Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols doit être associé à une capacité de rétention dont le volume doit être au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ,
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.

[...]

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts ;
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts,
- dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 litres.

Constats :

L'inspection constate qu'au jour de la visite, l'établissement ne stocke pas de liquide susceptible de créer une pollution qui nécessiterait une rétention spécifique.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Disponibilité et étanchéité des rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II

Thème(s) : Actions nationales 2024, Disponibilité et étanchéité des rétentions

Prescription contrôlée :

La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir. Elle résiste à la pression statique du produit éventuellement répandu et à l'action physico-chimique des produits pouvant être recueillis.

Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.

<p>L'exploitant veille au bon état des rétentions. Il veille également à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. En particulier, les rétentions des stockages à l'air libre sont vidées aussi souvent que nécessaire des eaux pluviales s'y versant. À cet effet, l'évacuation des eaux pluviales respecte les dispositions de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susvisé.</p>
<p>Constats :</p> <p>Afin de faciliter le pompage de liquides déversés, des regards sont présents au niveau de chacune des 12 cellules de l'entrepôt. Ces regards communiquent au travers de conduites enterrées avec des puisards extérieurs.</p> <p>L'exploitant explique à l'inspection avoir fait le constat que les conduites et les puisards étaient dégradés et difficilement réparables.</p> <p>La rétention mise en place au niveau des cellules ne garantit pas de confinement des liquides susceptibles de créer une pollution.</p> <p>Ce point est une non-conformité et fait l'objet d'une proposition de mise en demeure.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de réaliser les travaux lui permettant de garantir l'étanchéité des rétentions au sein des cellules de son établissement, et de lui en attester.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 4 : Bassin de confinement des eaux incendie

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 09/05/2014, article 6.6.7</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2024, Bassin de confinement des eaux incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction doivent recueillies dans un bassin de confinement ou tout autre dispositif équivalent. Le volume de confinement doit également prendre en considération les eaux pluviales. Une étude spécifique justifiant du volume de rétention correspondant doit être tenue à disposition de l'inspection des installations classées et lui être transmise sur demande.</p> <p>Le volume de confinement est du site est de 3 658 m³. Ce volume de confinement comprend les volumes des cuvettes de rétention des 12 cellules de stockage et des 2 couloirs de distribution (rétention interne d'environ 3090 m³ couplée à un système de 12 regards d'environ 1,5 m³ chacun) ainsi que celui de la rétention du parking poids lourd (rétention externe d'environ 540 m³ reliée à une cuve de fin de réseau de 10 m³).</p> <p>Les eaux doivent s'écouler dans ce confinement par gravité ou par un dispositif de pompage à l'efficacité démontrée en cas d'accident.</p> <p>Les organes de commande nécessaires à la mise en service de ce confinement doivent pouvoir être actionnés en toutes circonstances, localement et à partir d'un poste de commande. Tout moyen doit être mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements. Leur entretien et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.</p> <p>Un contrôle de la vanne d'obturation est assuré à une fréquence hebdomadaire avec</p>

<p>enregistrement. Cette vanne est conforme aux prescriptions du Paragraphe 2.3.3.</p> <p>L'étanchéité des puisards doit pouvoir être contrôlée à tout moment. Un contrôle annuel de l'étanchéité des puisards est réalisé par un organisme compétent sur le site, avec enregistrement. Une vérification par un organisme tiers spécialisé peut être demandée à tout moment par l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le besoin en défense incendie du site a été dimensionné suivant la D9 à 114 m³/h (arrondi à 120 m³/h) pendant 2 heures, soit 240 m³.</p> <p>Les eaux d'extinction sont retenues :</p> <ul style="list-style-type: none"> • dans le bâtiment (cellules et couloirs) pour un volume de 3 090 m³, • sur les quais PL pour un volume de 540 m³, rétention reliée à une cuve de fin de réseau de 10 m³. <p>Cette rétention est mise en place par la fermeture d'une vanne automatique et manuelle asservie à la détection incendie.</p> <p>L'inspection constate que la zone de rétention au niveau des quais est encombrée par le stockage de quelques mètres cubes de déchets (palettes, GRV..).</p> <p>La rétention au niveau des cellules n'est pas étanche, du fait de l'état de dégradé des puisards et des conduites qui les relient aux regards placés dans chacune des cellules. (cf. point n°3)</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de réaliser les travaux nécessaires pour garantir l'étanchéité des rétentions (cf. point n°3), de sorte que les eaux susceptibles d'être polluées puissent être confinées, et de débarrasser la zone de rétention au niveau des quais de tout stockage de matériaux.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 5 : Fourniture FDS

<p>Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 31.1.a)</p>
<p>Thème(s) : Produits chimiques, Fiches de données de sécurité</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le fournisseur d'une substance ou d'un mélange fournit au destinataire de la substance ou du mélange une fiche de données de sécurité établie conformément à l'annexe II:</p> <p>a) lorsqu'une substance ou un mélange répond aux critères de classification comme produit dangereux conformément au règlement (CE) n°1272/2008</p>
<p>Constats :</p> <p>A la demande de l'inspection, l'exploitant a présenté la fiche de données de sécurité des batterie de type "ECLOZ 2Ah".</p>

<p>Cette fiche est rédigée en français, et elle contient l'ensemble des 16 rubriques attendues.</p> <p>Le fournisseur de la fiche de données de sécurité est identifié. Son adresse complète, son numéro de téléphone, et une adresse électronique sont précisés.</p> <p>Les conseils sur le stockage sont respectés.</p> <p>La version présentée n'est pas datée.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de lui transmettre une version datée de la fiche de données de sécurité.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 6 : Accès, voies et aires de circulation

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 09/05/2014, article 6.3.1b</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Accès</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>Le bâtiment est accessible facilement par les services de secours.</p> <p>Les secours ont deux possibilités d'accès, l'une est l'entrée de l'établissement chemin des Molles, l'autre est un réservation d'accès routier prévue conforme aux directives des sapeurs pompiers et d'une largeur minimale de 6 mètres pouvant supporter une charge de 13 tonnes.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection constate que le site ne dispose que d'un seul accès.</p> <p>Un emplacement a été identifié pour créer un second portail depuis la route départementale D94 bis, mais ni la voie ni le portail n'ont été réalisés.</p> <p>Ce point est une non-conformité et fait l'objet d'une proposition de mise en demeure.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de réaliser les travaux permettant un deuxième accès conforme aux directives des sapeurs pompiers et d'une largeur minimale de 6 mètres pouvant supporter une charge de 13 tonnes.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 7 : Surveillance de la direction du vent

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/05/2014, article 6.5.9
Thème(s) : Risques accidentels, incendie
Prescription contrôlée : Les matériels nécessaires pour la mesure de la vitesse et de la direction du vent sont mis en place sur le site. Une ou des manches à air éclairées sont implantées sur le site de manière à être visibles à partir de n'importe quel point du site.
Constats : L'inspection constate que la manche à air présente sur le site est totalement détériorée et n'est plus fonctionnelle. Elle ne dispose par ailleurs d'aucun dispositif d'éclairage.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection demande à l'exploitant de mettre en place sur son site une manche à air fonctionnelle et d'y associer un dispositif d'éclairage.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : Contrôle des installations électriques

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 09/05/2014, article 6.3.4.c
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
Prescription contrôlée : Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent, qui vérifie également les mises à la terre et mentionnera très explicitement les défauts relevés dans le rapport. L'exploitant conserve une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.
Constats : L'exploitant a présenté le compte-rendu de la vérification annuelle des installations électriques réalisé par l'organisme de contrôle Dekra le 9 août 2024. Ce rapport fait état de 6 observations, concernant notamment la mise à disposition de schémas électriques, le raccordement incorrect de conducteurs de protection, l'absence de valeur d'intensité de court circuit au niveau du disjoncteur de branchement, et des dégradations du coffret général en bordure de route.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection demande à l'exploitant de lui attester des mesures prises pour corriger les observations signalées dans le rapport de vérification annuelle des installations électriques.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 9 : Vérification périodique des exutoires de désenfumage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 22
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant s'assure d'une bonne maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, clapets coupe-feu, colonne sèche notamment) ainsi que des installations électriques et de chauffage. Les vérifications périodiques de ces matériels sont inscrites sur un registre.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté le rapport de la visite du système de désenfumage, réalisée le 29 mai 2024 par l'organisme de contrôle SIA, Le compte-rendu relève le bon état fonctionnel des 31 treuils et des 35 lanterneaux doubles. Les essais de fonctionnement ont été effectués selon la norme NFS 61-933.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Protection contre les effets de la foudre

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 09/05/2014, article 6.3.5
Thème(s) : Risques accidentels, incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations sur lesquelles une agression par la foudre peuvent être à l'origine d'événements susceptibles de porter gravement atteinte, directement ou indirectement, à la sûreté des installations, à la sécurité des personnes ou à la qualité de l'environnement, doivent être protégées contre la foudre. Les dispositifs de protection doivent être conformes à l'arrêté du 4 octobre 2010.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté le rapport de vérification complète de l'installation de protection contre la foudre, réalisé par Dekra, organisme compétent suivant le référentiel F2C, le 9 août 2024. Ce compte-rendu relève 7 observations, concernant notamment l'absence de dossier technique, des fixations du conducteur de toiture à reprendre, des conducteurs d'équipotentialité endommagés sur deux trappes de désenfumage, et des niveaux de protection de parafoudre inadéquats ou absent.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de lui attester des mesures prises pour corriger les observations signalées dans le rapport de vérification complète de l'installation de protection</p>

contre la foudre.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 11 : Vérification périodique des portes coupe-feu

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 22
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
Prescription contrôlée : L'exploitant s'assure d'une bonne maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, clapets coupe-feu, colonne sèche notamment) ainsi que des installations électriques et de chauffage. Les vérifications périodiques de ces matériels sont inscrites sur un registre.
Constats : L'exploitant a présenté le rapport de la visite de contrôle des portes coupe-feu réalisée le 29 mai 2024 par la société SIA. Le compte-rendu relève que la porte coulissante du local de charge est non fonctionnelle du fait de supports mural défectueux. Trois autres portes sont en bon état fonctionnel, mais amènent des commentaires portant sur l'état de la barre anti-panique ou l'absence de crémone. Les 10 autres portes sont jugées en bon état fonctionnel.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection demande à l'exploitant de lui attester des mesures prises pour corriger les observations signalées dans le rapport de la visite de contrôle des porte coupe-feu.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 12 : Vérification périodique des extincteurs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 22
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
Prescription contrôlée : L'exploitant s'assure d'une bonne maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, clapets coupe-feu, colonne sèche notamment) ainsi que des installations électriques et de chauffage. Les vérifications périodiques de ces matériels sont inscrites sur un registre.
Constats : L'exploitant a présenté le rapport de la visite de contrôle des extincteurs et des robinets

<p>d'incendie armés réalisée le 29 mai 2024 par la société SIA.</p> <p>Les essais de fonctionnement ont été effectués selon la norme NFS 61-919.</p> <p>Le compte-rendu relève que l'ensemble des 49 extincteurs sont en bon état fonctionnel. Une remarque porte sur l'extincteur n°13 en cellule 2 qui est dégoupillé.</p> <p>Par sondage l'inspection a vérifié la présence de la date de contrôle sur les extincteurs.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de corriger le défaut de goupille sur l'extincteur n° 13 et de lui en attester.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 13 : Vérification périodique des robinets d'incendie armés

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 22</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant s'assure d'une bonne maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, clapets coupe-feu, colonne sèche notamment) ainsi que des installations électriques et de chauffage.</p> <p>Les vérifications périodiques de ces matériels sont inscrites sur un registre.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté le rapport de la visite de contrôle des robinets d'incendie armés (RIA) réalisée le 29 mai 2024 par la société SIA.</p> <p>Les essais de fonctionnement ont été effectués selon la norme NFS 62-201</p> <p>Le compte-rendu relève que le RIA n°8 implanté sur le quai de chargement/déchargement est non fonctionnel.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de corriger le défaut de fonctionnement relevé sur le RIA n°8, et de lui en attester.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 14 : Local de charge

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/05/2014, article 6.3.3</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Incendie</p>

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations de charge de batteries de chariot sont situées dans un local exclusivement réservé à cet effet.</p> <p>[...]</p> <p>- l'interruption du système d'extraction d'air (hors fonctionnement prévue en fonctionnement normal de l'installation) doit interrompre automatiquement l'opération de charge et déclencher une alarme.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>A la demande de l'inspection, l'exploitant a réalisé un test de l'interruption automatique de la charge des batteries en stoppant l'extraction d'air au niveau du local de charge.</p> <p>Ce test démontre que l'arrêt du système d'extraction d'air entraîne l'arrêt immédiat de la charge. Néanmoins, l'inspection constate qu'aucune alarme n'est déclenchée.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant d'associer le déclenchement d'une alarme à toute interruption imprévue de l'extraction d'air dans le local de charge.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>